

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES



Acheteur public

CENTRE REGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES
DE BOURGOGNE FRANCHE COMTE
32 avenue de l'Observatoire
BP 31021
25001 BESANCON CEDEX 3
SITE DE DIJON

Objet du marché

Mission de CSPA relative à la construction de logements étudiants –
Les Climats Phase 1 à DIJON (21)

Procédure adaptée conformément aux articles L2123-1, R2123-1 à
R2123-6 du code de la commande publique

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION	4
1.1 Présentation de l'opération.....	4
1.2 Planning previsionnel de l'opération.....	5
ARTICLE 2 - INTERVENANTS	6
2.1 MAITRE D'OUVRAGE.....	6
2.2 LE TITULAIRE.....	6
2.3 ASSISTANT A MAITRISE D'OUVRAGE.....	6
2.4 MAITRE D'OEUVRE.....	6
2.5 CONTROLE TECHNIQUE	7
ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	7
3.1 PIECES PARTICULIERES	7
3.2 PIECES GENERALES.....	8
ARTICLE 4 - DISPOSITIONS GENERALES	8
ARTICLE 5 - CONTENU DE LA MISSION	9
5.1 TACHES TRANSVERSALES	9
5.2 PHASE PREALABLE	13
5.3 PHASE CONCEPTION	15
5.4 PHASE REALISATION	15
5.5 PHASE GARANTIE.....	16
5.6 REUNIONS.....	16
5.7 OUTIL BIM	17
ARTICLE 6 - PRIX.....	18
6.1 FORME DU PRIX	18
6.2 MOIS D'ETABLISSEMENT DU MARCHE	18
6.3 CHOIX DE L'INDEX DE REFERENCE	18
6.4 MODALITES DE REVISION	18
6.5 CONTENU DES PRIX	18
6.6 CLAUSE DE REEXAMEN	18
ARTICLE 7 - REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE	19
7.1 AVANCE.....	19
7.2 MODALITES D'ETABLISSEMENT DES ACOMPTES ET DES DECOMPTES.....	19
7.3 MONTANT DE L'ACOMPTE.....	19
7.4 SOLDE.....	19
7.5 MODALITE DE REGLEMENT.....	19
7.6 DELAIS ET MODE DE PAIEMENT	20
ARTICLE 8 - DUREE DE LA MISSION – DELAIS DE RENDU - PENALITES	20
8.1 DUREE DE LA MISSION	20
8.2 ETABLISSEMENT DES DOCUMENTS D'ETUDES	20

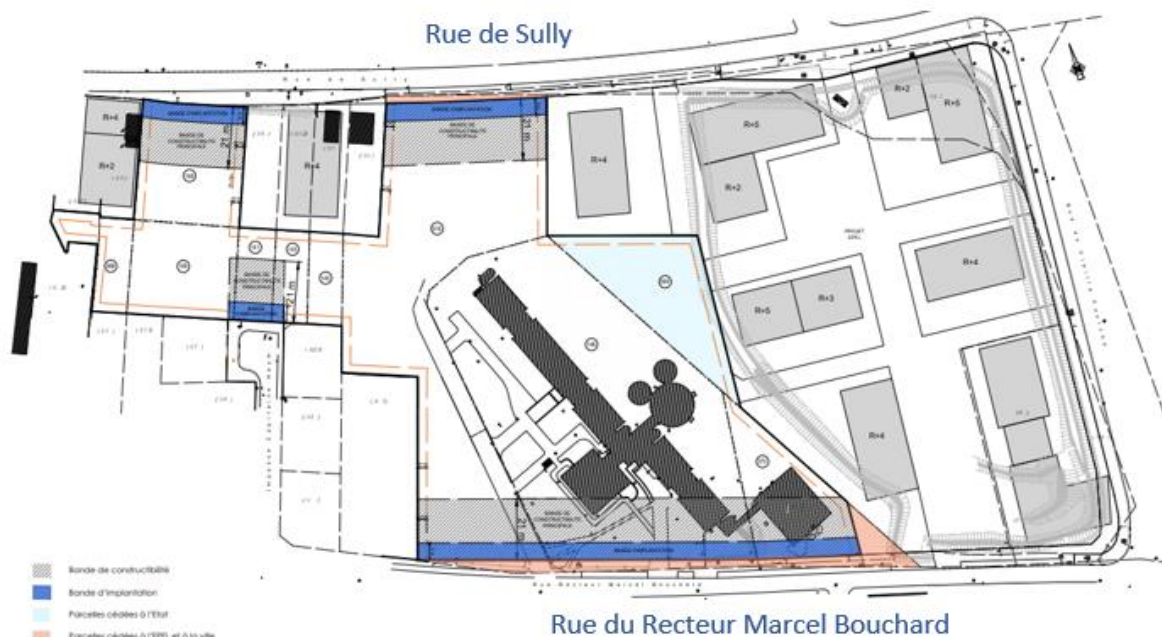
8.3 PENALITES	21
ARTICLE 9 - CONFIDENTIALITE DES RESULTATS – PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	21
9.1 CONFIDENTIALITE.....	21
9.2 PROPRIETE INTELLECTUELLE	22
ARTICLE 10 - ASSURANCES	23
10.1 ASSURANCES DE RESPONSABILITE	23
10.2 ASSURANCES DE TRAVAUX.....	24
10.3 DISPOSITIONS DIVERSES.....	24
ARTICLE 11 - ARRET DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION	24
ARTICLE 12 - RESILITATION DU MARCHE	25
12.1 RESILIATION DU MARCHE DU FAIT DU MAÎTRE D'OUVRAGE	25
12.2 RESILITATION DU MARCHE AUX TORTS DU TITULAIRE.....	25
12.3 CAS PARTICULIERS.....	25
ARTICLE 13 - LITIGES	26
ARTICLE 14 - ACHEVEMENT DE LA MISSION	26
ARTICLE 15 - DEROGATIONS AU CCAG-PI.....	26

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

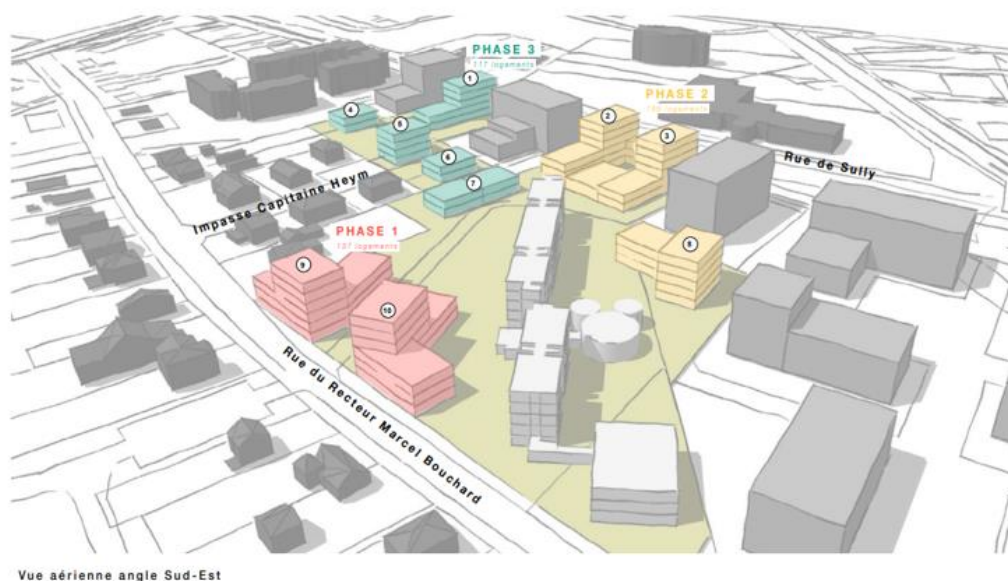
Le marché régi par le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) a pour objet de définir une mission de prestation intellectuelle de coordonnateur sécurité et protection de la santé, pour l'opération Les Climats (Phase 1) à DIJON (21) correspondant à la construction de 140 à 150 logements étudiants pour le CROUS.

1.1 PRESENTATION DE L'OPERATION

Le foncier objet du projet est situé entre la **rue Sully** et la **rue du Recteur Marcel Bouchard**. Il jouxte la résidence universitaire « Beaucane-Bourgogne », actuellement en rénovation lourde, dont la livraison est prévue pour l'été 2027.



Dans une perspective de renforcement de l'offre de logements sur le campus Montmuzard, le CROUS Bourgogne-Franche-Comté envisage une opération globale de 400 à 450 logements, répartie en trois phases. Les premières études capacitaires ont confirmé la faisabilité technique et économique d'un développement cohérent sur le périmètre considéré.



Vue aérienne angle Sud-Est

* Schéma directeur de la programmation

La **première phase** du projet concerne le secteur de la **rue du Recteur Marcel Bouchard** et prévoit la réalisation de **140 à 150 logements étudiants** de 18m² environ. Il est prévu également la construction de quelques locaux communs, des locaux de service pour les agents du CROUS (maintenance, ménage).

Le projet sera porté sur une dimension architecturale et environnementale avec l'intégration des ilots au cœur de la parcelle, le respect de la biodiversité et l'intégration dans le programme d'indicateurs de performance énergétique et environnementales.

Afin de répondre aux contraintes inhérentes à un chantier situé à proximité immédiate d'une résidence en fonctionnement et d'un voisinage, le CROUS a décidé de recourir à un mode constructif **hors-site**.

Ce choix, fondé sur des considérations fonctionnelles et opérationnelles, vise à :

- réduire les nuisances sonores et environnementales,
- limiter les emprises et les perturbations liées aux travaux,
- garantir une maîtrise accrue des délais d'exécution,
- et assurer un niveau de qualité conforme aux exigences attendues.

Ce mode de construction s'inscrit par ailleurs dans la volonté du CROUS d'expérimenter et de promouvoir des approches innovantes, sobres et efficaces sur le plan environnemental.

Le CROUS souhaite également mettre en place l'outil BIM tout au long de l'opération pour faciliter la compréhension et la synthèse, ainsi que permettre un suivi de l'exploitation maintenance renforcé.

L'opération Les Climats – Phase 1 fera l'objet d'un Marché Global de Performance (MGP) au sens de l'article L.2171-3 du Code de la commande publique. Le Titulaire du MGP sera tenu de respecter ses engagements en termes de performances et de consommations énergétiques. En tranche ferme, le Titulaire assurera l'exploitation et la maintenance du site pendant 6 ans, puis pendant 3 années supplémentaires en tranche optionnelle.

Le budget du CROUS est de 10,1 M€ HT pour les travaux et l'exploitation maintenance.

1.2 PLANNING PREVISIONNEL DE L'OPERATION

Le planning ci-dessous est donné à titre indicatif et est susceptible d'évoluer :

Notification du marché de CSPS	Mars 2026
Analyse du programme, préparation cadre de rendu, analyse du dossier de consultation du MGP	Mars 2026
Analyse des propositions initiales	Mai 2026
Participation aux dialogue compétitif	Juin à septembre 2026
Analyse des proposition finales	Fin 2026
Etude de conception	2027
Travaux	2028/2029
GPA	2029/2030

ARTICLE 2 - INTERVENANTS

Le présent marché est conclu entre le Maître d'Ouvrage présenté ci-dessous, ci-après dénommé « la Maîtrise d'ouvrage » ou « MOA », et le titulaire.

2.1 MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage au sens des dispositions du code de la commande publique est :

CENTRE REGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES 38 rue de l'Observatoire 25000 BESANCON
--

Le maître d'ouvrage est représenté par Madame Murielle BALDI, en sa qualité de directrice générale du CROUS de Bourgogne Franche-Comté.

2.2 LE TITULAIRE

La personne physique représentant le Titulaire, en qualité de CSPS, responsable du bon accomplissement des missions et tâches, objet du présent marché, est nommément désignée à l'article 3 de l'Acte d'Engagement du présent marché.

Il sera l'unique interlocuteur du MOA et de l'ATMO.

En application de l'article 3.4 du CCAG-PI, en cas de défaillance du représentant du Titulaire, nommément désigné à l'article 3 de l'Acte d'engagement du présent marché, le Titulaire doit en aviser immédiatement le Maître d'Ouvrage et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre et **par dérogation à l'article 3.4.3 du C.C.A.G. - PI**, obligation lui est faite de proposer un remplaçant de qualification et d'expérience au moins équivalentes et d'en communiquer le nom et les titres au Maître d'Ouvrage dans un délai de **8 jours** à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention ci-dessus.

Le remplacement est considéré comme accepté si le Maître d'Ouvrage ne le récusé pas dans un délai de 21 jours à compter de la réception de l'avis.

En cas de récusation de remplaçant, la MOA peut soit offrir au prestataire un délai de 8 jours pour désigner un autre remplaçant soit résilier le marché aux torts du prestataire.

Le défaut d'accord sur le second remplaçant ou le non-respect de la procédure décrite ci-avant expose le prestataire à la résiliation du marché à ses torts.

2.3 ASSISTANT A MAITRISE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage a confié la mission d'assistance technique à maîtrise d'ouvrage (ATMO) au groupement ICAMO / FRAMEWORKS / OTEIS / EODD / MEGE AMO /IM-PACT/ APHONE+, dont le mandataire est :

ICAMO 11 ZA de Grange Neuve 38790 DIEMOZ Tél : 04 37 37 88 37
--

La société ICAMO est représentée par Mme BASTIN pour la présente opération.

De plus, le CROUS a confié une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage concernant l'ingénierie contractuelle au CABINET CLEMENT.

2.4 MAITRE D'OEUVRE

L'opération Les Climats – Phase 1 fera l'objet d'un Marché Global de Performance (MGP) au sens de l'article L.2171-3 du Code de la commande publique. Aussi la maîtrise d'œuvre sera intégrée au groupement de conception-réalisation-exploitation-maintenance (CREM) et sera connue au moment de la notification du MGP prévue courant 2026.

Le groupement titulaire du MGP sera sélectionné sur la base d'un projet niveau APS+ à l'issue d'un dialogue compétitif.

Débutera ensuite une phase de conception, durant laquelle le groupement de maîtrise d'œuvre réaliseront un APD, un PRO et d'un PRO corrigé.

Lors de la phase réalisation, les études d'exécution, la Direction des Travaux (DET), l'OPC, la coordination SSI seront également assurés par le groupement Titulaire.

2.5 CONTROLE TECHNIQUE

Le Maître d'Ouvrage sera assisté d'un Contrôleur Technique Construction. Les missions suivantes lui seront confiées :

Code	Mission
Missions de base	
L	Solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables
SH	Sécurité des personnes dans les bâtiments d'habitation
Missions complémentaires	
P1	Solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés
Ph	Isolation acoustique
Th	Thermique et économies d'énergie
Brd	Transport des brancards dans les constructions à usage d'habitation
F	Fonctionnement des installations.
GTB	Gestion Technique du bâtiment
HYS	Hygiène et à la santé dans les constructions.
HAND	Accessibilité des constructions pour les personnes handicapées
PV	Récolement des procès-verbaux d'essais de fonctionnement des installations
ATT Hand	Fourniture de l'attestation de conformité à la réglementation relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées
ATT TH	Fourniture de l'attestation finale de prise en compte de la réglementation thermique
ATT PH	Attestation finale acoustique visée par arrêté du 28/11/2012
VIEL	Vérification Initiale des installations Electriques
CONSUEL	Vérification avant mise sous tension des installations électriques
RVRAT	Rapport de Vérification Réglementaire avec Travaux

Le nom du contrôleur sera porté à la connaissance du titulaire par le maître d'ouvrage dès désignation.

ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

3.1 PIECES PARTICULIERES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (A.E) dans sa dernière version suite aux négociations
- La DPGF - Répartition de la rémunération par phase
- La DTP – Décomposition du temps passé par phase
- Le cahier des clauses particulières
- Le mémoire technique du titulaire
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

3.2 PIECES GENERALES

- Le CCAG – PI ;
- La loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 ;
- Le décret n°94-1159 du 26 décembre 1994 modifié relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ;
- Le décret n°2003-68 du 24 janvier 2003 relatif à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment.

Les textes techniques de caractère normatif notamment :

- Les normes françaises, y compris les normes transposant les normes européennes,
- Les règles et prescriptions techniques DTU,
- Les avis techniques, agréments européens et appréciations techniques d'expérimentation (ATEX),

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'article 6 du présent CCP.

Les pièces générales ci-dessus, bien que non jointes au présent marché, sont réputées connues des parties.

ARTICLE 4 - DISPOSITIONS GENERALES

La mission est définie en application de la Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 (J.O du 1er janvier 1994) modifiant des dispositions du Code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs et de ses textes d'application. L'Opération, objet du présent marché, est soumise à Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé.

Conformément aux dispositions de l'article R.238-8 du Décret n° 94-1159 (J.O du 26 décembre 1994) relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection des travailleurs lors des opérations de bâtiment ou de génie civil, l'Opération de Bâtiment, objet du présent marché, est classée :

1ère catégorie : Coordonnateur de niveau 1

Le Titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives à la sécurité du chantier et à la santé des travailleurs pouvant s'appliquer à l'opération susvisée.

L'intervention du Coordonnateur respectera les principes généraux de prévention suivants :

- Éviter les risques,
- Évaluer les risques qui ne peuvent être évités,
- Combattre les risques à la source,
- Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
- Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
- Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants,
- Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.

Les tâches du Coordonnateur SPS s'organisent en fonction des éléments de mission de la MOE intégrée au groupement titulaire du MGP, tels que définis dans le présent CCP, et du déroulement de l'opération.

La mission du Coordonnateur SPS sera actée suivant les stades d'avancement correspondant à l'exécution des éléments de mission de la MOE intégrée au groupement titulaire du MGP.

Ces stades incluent toutes les prestations à exécuter pour chacun d'eux : les interventions nécessaires avec les services concernés, les réunions, les commissions, les inspections communes, les visites de chantier, ...

La décomposition de la mission du Coordonnateur SPS est précisée dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

Outre les documents que le Coordonnateur établi au titre de l'article 5 du présent CCP, il fournira les rapports, suite à examen par ses soins, des documents fournis par le MOE aux différents stades de la mission de conception-réalisation-exploitation-maintenance.

Sous-Traitance

En cas de sous-traitance partielle de sa mission, le CSPS ne peut faire appel qu'à un autre CSPS agréé.

Le CSPS ne peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, qu'après l'acceptation du ou des sous-traitants par le MOA et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-PI.

ARTICLE 5 - CONTENU DE LA MISSION

5.1 TACHES TRANSVERSALES

Le titulaire devra élaborer et mettre à jour, tout au long de son intervention, en fonction des phases citée ci-dessus les livrables suivants dans ce paragraphe.

5.1.1 Ouverture et tenue du registre journal de la coordination

Le titulaire ouvre le registre-journal dès la notification de son marché et il l'identifie, le cote et le paraphe.

Les événements y sont enregistrés au fur et à mesure du déroulement de l'opération.

Le titulaire les consignera, fera viser par les intervenants concernés et enregistrera leurs réponses éventuelles.

Seront principalement enregistrés :

1. Les comptes-rendus de ses visites et des inspections communes :
 - Les consignes générales à transmettre ;
 - Les observations particulières transmises à chaque entreprise intervenante sur le chantier (sous-traitants compris).
2. Les observations ou notifications qu'il peut juger nécessaires de faire au maître d'ouvrage, à ATMO, au groupement de conception-réalisation-exploitation-maintenance ou à tout autre intervenant sur l'opération.
3. Dès qu'il en a connaissance :
 - Les noms et adresses du Titulaire du MGP, de ses cotraitants et sous-traitants ;
 - La date approximative d'intervention de chacun d'eux ;
 - L'effectif prévisible des travailleurs affectés au chantier par entreprise ;
 - La durée prévue des travaux.

Ces informations sont, si nécessaire, précisées au moment de l'intervention sur le chantier et tenues à jour.

4. Le procès-verbal de passation de consignes avec le coordonnateur appelé à lui succéder (le cas échéant).
5. En fin d'opération, le titulaire devra compléter le registre-journal par la copie du procès-verbal de transmission du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) dressé lors de la réception de l'ouvrage.

Le titulaire présentera le registre journal, sur leur demande :

- Au maître d'ouvrage ;
- A l'ATMO ;
- Au Titulaire du MGP ;
- Au représentant de l'OPPBTP ;
- Au représentant de la CARSAT.

Le titulaire conservera le registre-journal pendant 5 ans à compter de la date de réception de l'ouvrage.

A la réception de sa prestation, le titulaire remettra une copie certifiée conforme à l'original du registre-journal au maître d'ouvrage.

A l'issue du délai de 5 ans, le titulaire remettra l'original du registre-journal au maître d'ouvrage pour être archivé avec les pièces du marché.

5.1.2 Elaboration du PGCSPS

Le PGCSPS sera élaboré sur la base du programme de l'opération établi par l'ATMO.

Ce plan définira le plus précisément possible, l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises.

Il sera tenu à jour pendant toute la durée de la phase conception et la phase réalisation par le titulaire et archivé par le maître d'ouvrage.

Il devra pouvoir être consulté sur le chantier par :

- Le médecin du travail ;
- Les membres du CHSCT des entreprises présentes sur le chantier ;
- Les institutions (inspection du travail, OPPBTP, CARSAT, etc.).

et leur être adressé sur simple demande.

Le CSPS devra proposer et annexer au PGCSPS les documents suivants :

- Règlement de chantier à élaborer en collaboration avec le maître d'ouvrage, l'ATMO et le titulaire du MGP ;
- Modalités de contrôle d'accès au chantier à élaborer en collaboration avec le maître d'ouvrage, l'ATMO et le titulaire du MGP ;
- Fiche individuelle d'accueil et de formation.

et autres documents adaptés aux caractéristiques du projet et dont le CSPS peut être à l'initiative.

5.1.3 Intervention dans l'élaboration et la mise à jour des dossiers APD et PRO

Le titulaire aura à définir les sujétions de mise en place et d'utilisation concernant :

- les protections collectives ;
- les appareils de levage ;
- les accès provisoires ;
- les installations générales ;
- les installations électriques.

Les modalités d'approvisionnement du chantier et enlèvement des gravats devront être mises au point avec les assistants à maîtrise d'ouvrage et le MOE de ce chantier, sous contrôle du maître d'ouvrage.

Il fera mentionner, en particulier dans les cahiers des clauses techniques particulières, leur répartition entre les différents lots ou corps d'état.

5.1.4 Prise en compte des interférences avec l'exploitation sur le site

Inspection des lieux

Le titulaire procédera à une inspection des lieux visant à :

- Délimiter le chantier ;

- Matérialiser les zones de dangers spécifiques ;
- Préciser les voies de circulation du personnel, des véhicules et des engins ;
- Définir, le cas échéant, les installations sanitaires et les vestiaires ;
- Arrêter les consignes de sécurité.

Consignes communiquées aux entreprises

Avec les entreprises, le titulaire communiquera :

- Les consignes de sécurité arrêtées ;
- L'organisation des premiers secours en cas d'urgence ;
- La description du dispositif mis en place à cet effet dans l'établissement.

5.1.5 Contrôle des accès au chantier lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire proposera les modalités de contrôle d'accès devant être appliquées par les entreprises et les intervenants et le dispositif d'identification des intervenants sur le chantier prévu à l'article 31-5 du CCAG-Travaux. Il veillera à l'application des modalités retenues.

5.1.6 Vérification des PPSPS

Le titulaire recevra des entreprises titulaires ou sous-traitantes, un PPSPS dans les 30 jours suivant la notification de l'ordre de service prescrivant le démarrage de la période de préparation ou contrat de sous-traitance.

Il sera tenu de :

- Communiquer dès la conclusion du contrat, à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir, les noms et adresses des entrepreneurs contractants ;
- Transmettre sur leur demande à chaque entrepreneur les PPSPS établis par les autres entrepreneurs ;
- Communiquer aux autres entrepreneurs les PPSPS des entrepreneurs chargés du gros œuvre ou du lot principal et de ceux ayant à exécuter des travaux présentant des risques particuliers. Il est important pour les entreprises de connaître les risques internes à chacune d'elles, lesquels sont éventuellement susceptibles d'avoir des incidences de co-activité ;
- A réception des PPSPS, le titulaire vérifiera leur conformité avec les dispositions du plan général de coordination. Si nécessaire, il procèdera aux adaptations du plan général ou fera harmoniser les PPSPS entre eux et/ou par rapport à ce plan.

Il retournera aux entrepreneurs, dans un délai d'une semaine, un exemplaire de leur PPSPS revêtu de son visa.

SO	Sans observation	Le document est accepté
AO	Avec observation(s)	L'entreprise poursuit ses activités en tenant compte de ou des observations. Le PPSPS fixera le délai dans lequel l'entreprise devra fournir les documents rectifiés.
AR	Avec réserve(s)	L'entreprise ne peut poursuivre ses activités qu'après avoir levé la ou les réserves, elle rectifie le document et le transmet sous un délai de 1 semaine.
RE	Refusé	Le document est refusé, les observations ou réserves sont trop nombreuses ou trop importantes, l'entreprise doit représenter un nouveau document sous un délai d'une semaine.

5.1.7 Application des mesures de coordination

Le titulaire sera astreint de satisfaire une série de mesures générales et de mener des actions courantes ou ponctuelles relatives aux mesures de prévention prescrites par la réglementation.

Mesures générales

Le titulaire devra organiser entre les différentes entreprises présentes ensemble ou non sur le chantier, y compris les entreprises sous-traitantes :

- La coordination de leurs activités simultanées ou successives ;
- Les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales ;
- Leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes sécurité-santé.

Le titulaire devra procéder avec chaque entreprise, préalablement à l'intervention de celle-ci et avant remise du PPSPS, à une inspection commune du chantier en précisant, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter :

- Les consignes à observer ou à transmettre ;
- Les observations particulières de sécurité prises pour l'ensemble de l'opération ;
- La remise du modèle de fiche individuelle d'accueil et de formation.

Le titulaire devra veiller à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définie.

Le titulaire devra tenir à jour et adapter le plan général de coordination en prenant en considération les PPSPS, les éventuels plans de prévention prévus par d'autres dispositions du code du travail, l'évolution du chantier, et veiller à son application.

Autant que de besoin, le titulaire complète et tient à jour, les informations suivantes, à savoir :

- Nom et adresse du coordonnateur de sécurité et de santé ;
- Nom(s) et adresse(s) du (des) titulaire(s) du (des) marché(s) ou contrat(s) déjà désigné(s) ;
- Nom(s) et adresse(s) du (des) sous-traitant(s) pressenti(s) ;
- Effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir sur le chantier ;
- Nombre d'entreprises présumées appelées à intervenir sur le chantier.

Compléter en tant que de besoin le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage.

Actions courantes

A titre indicatif et non exhaustif :

- Suivre le chantier en particulier par des visites régulières lors des réunions hebdomadaires de chantier et à l'occasion de visites non-programmées.
- Collecter les fiches individuelles d'accueil et de formation des intervenants sur le chantier.
- Signaler aux responsables des entreprises concernées tout manquement aux mesures de prévention prescrites par la réglementation.
- Étudier avec eux, si besoin est, les mesures et dispositions à prendre en exécution de ces prescriptions.
- Attirer l'attention des entreprises du chantier sur l'application des règles et emplois des dispositifs de sécurité.
- Conseiller toutes mesures utiles à l'hygiène des travailleurs, et plus particulièrement à la prévention des maladies professionnelles.
- S'assurer que chaque entreprise applique les dispositions prévues à son plan particulier de sécurité.
- Suggérer au maître d'ouvrage de provoquer, pour les travaux complémentaires non initialement prévus, la coordination des mesures de sécurité entre les entreprises intéressées.
- Faire diffuser les affiches et consignes de sécurité.
- Organiser les différentes manifestations préconisées qui seront jugées nécessaires par le titulaire pour la formation du personnel du chantier en matière de sécurité.
- Proposer au maître d'ouvrage toutes dispositions nouvelles qui lui paraîtraient nécessaires.
- Collecter, après annotation, les rapports d'accidents corporels établis par les entreprises.
- Dresser et tenir à jour les statistiques d'accidents.
- A la suite d'un accident grave, établir et diffuser (au maître d'ouvrage et au MOE) l'arbre des causes de cet accident, rechercher des solutions afin que d'autres accidents de ce type ne se reproduisent pas.

5.1.8 Constitution du DIUO

Contenu du DIUO

Le DIUO rassemble sous bordereau tous les documents, notamment plans et notes techniques, de nature à faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage. Outre ces documents, le DIUO mentionnera les dispositions prises pour :

- Le nettoyage des surfaces vitrées en élévation et en toiture en application de l'article R. 4214-2 du code du travail ;
- L'accès en couverture ;
- Faciliter l'entretien des façades et notamment, les moyens d'arrimage et de stabilité d'échafaudage ou de nacelle ;
- Faciliter les travaux d'entretien intérieur.

Ce dossier indique, lorsqu'ils ont été aménagés à cet effet, les locaux techniques de nettoyage et les locaux sanitaires pouvant être mis à disposition du personnel chargé des travaux d'entretien.

Enfin, devront figurer dans le DIUO, les dispositions relatives à la mise en œuvre des principes généraux de la prévention appliqués aux interventions ultérieures.

Préparation du DIUO

Le titulaire prépare la constitution du dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage au fur et à mesure de l'avancement des études. Il analyse les documents études en vue de détecter les risques professionnels et de veiller à faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage.

Dès sa désignation, le titulaire recense, avec les différents acteurs de l'opération les interventions ultérieures sur l'ouvrage normalement prévisibles.

Une analyse des risques est effectuée pour chaque intervention ultérieure recensée et des solutions sont proposées au maître d'ouvrage en tenant compte des principes généraux de prévention, de la faisabilité technique et des risques résiduels et induits éventuels.

Les analyses de risques et les propositions de solutions doivent tenir compte :

- De la nature de la tâche à effectuer ;
- Du lieu où va se dérouler l'intervention ultérieure ;
- Des contraintes d'exploitation de l'ouvrage ;
- De la périodicité et de la durée de l'intervention ultérieure ;
- De l'intervenant qui va effectuer l'intervention ultérieure ;
- Du matériel ou des matériaux à approvisionner ou à évacuer.

Le maître d'ouvrage décide des solutions à retenir.

Le titulaire définit avec le futur utilisateur les dispositions organisationnelles à respecter par les opérateurs lors des interventions ultérieures sur l'ouvrage.

Le titulaire remettra le DIUO au maître d'ouvrage lors de la réception de l'ouvrage ou au plus tard un mois après la date d'effet de la réception des travaux.

Cette transmission fera l'objet d'un procès-verbal qui sera joint au dossier.

5.2 PHASE PREALABLE

La phase préalable correspond ici à la préparation du dossier de consultation des groupements de conception-réalisation-exploitation-maintenance par l'ATMO, à la procédure de passation du MGP sous forme de dialogue compétitif, à la mise au point puis la notification du MGP.

5.2.1 Phase de Démarrage

Dans un délai de 15 jours suivant la notification de son marché, le coordonnateur procédera à l'ouverture du registre-journal. Il remettra un exemplaire du registre-journal au maître d'ouvrage et à son ATMO.

5.2.2 Analyse du programme et du dossier de consultation du MGP

Le groupement d'ATMO est responsable de la rédaction du programme de l'opération.

Le programme se décompose en plusieurs TOMES selon les thématiques suivantes :

- TOME 1 : Présentation générale et contexte
- TOME 2 : Programme fonctionnel
- TOME 3 : Programme environnemental et technique détaillé
- TOME 4 : Programme performanciel
- TOME 5 : Fiches locaux
- TOME 6 : BIM (cahier des charges)
- TOME 7 : Attendus pour le Commissionnement
- TOME 8 : Exploitation maintenance

Le CSPS analysera l'ensemble du programme et ses annexes produit par l'ATMO relativement aux missions confiées au titulaire.

En complément, le CSPS élaborera un cadre de réponse qui sera joint au dossier de consultation et qui permettra aux candidats d'apporter des réponses ciblées aux items identifiés par le CSPS dans le cadre de leurs propositions initiales et de leurs offres finales.

Pour rappel, le PGCSPS sera à fournir lors de la phase préalable et sera joint au dossier de consultation du marché de conception-réalisation-aménagement (mission identifiée ci-avant dans les tâches transversales)

De plus, le CSPS procédera à l'examen du dossier de consultation du MGP et à la formulation de commentaires au regard de sa mission de coordination SPS.

5.2.3 Analyse des offres

Dans le cadre de ses missions, le CSPS procédera à :

- L'analyse des 3 propositions initiales de niveau APS et rédaction d'une note d'analyse qui sera transmise à l'ATMO et au MOA, pour intégration à l'analyse globale des projets
- L'analyse des 3 offres finales de niveau APS et rédaction d'une note d'analyse qui sera transmise à l'ATMO et au MOA, pour intégration à l'analyse globale des offres

5.3 PHASE CONCEPTION

Durant toute la phase d'études, le coordinateur participera aux réunions organisées par le maître d'ouvrage, l'ATMO et le Titulaire du MGP dont l'ordre du jour concerne la sécurité et la protection de la santé.

Lors de ces réunions et entre celles-ci, le coordinateur examinera les documents de conception au fur et à mesure de leur réalisation, émettra ses avis et proposera le cas échéant les dispositions qu'il jugera opportun.

Ces avis seront consignés au registre-journal et intégrés dans le PGCSPS et le DIUO dont les mises à jour successives seront remises au maître d'ouvrage à l'issue de chacune des phases.

5.3.1 APD

Au cours de cette phase, le titulaire émet un avis sur les documents de conception, et élabore et complète, au fur et à mesure de l'avancement des études, le PGCSPS et le DIUO.

Il diffusera le PGCSPS et le registre-journal au maître d'ouvrage, à l'ATMO et au Titulaire du MGP.

Il participe aux rendez-vous auquel il est convié durant cette phase d'étude et intervient sur les sujets du ressort de la mission qui lui est confiée.

5.3.2 PRO

Durant cette phase, le titulaire établit les pièces relatives à sa mission qui sont à intégrer dans le dossier PRO.

Il rédige et fait valider les déclarations préalables à envoyer aux organismes.

Par ailleurs il participe à sa rédaction, il analyse les systèmes constructifs possibles et formule à la maîtrise d'ouvrage et au groupement de conception-réalisation-exploitation-maintenance tous les avis utiles concernant la faisabilité, au moindre risque des ouvrages.

Il remet notamment le PGCSPS au maître d'ouvrage ainsi que le DIUO de conception.

Le coordonnateur SPS élabore le projet de règlement du Collège Interentreprises de Sécurité et de Protection de la Santé et des Conditions de Travail (CISSCT), et le fait annexer aux documents du dossier de consultation des entreprises sous-traitantes et à chaque marché ou contrat passé pour l'opération

5.4 PHASE REALISATION

En phase travaux, le titulaire a pour mission de :

- Organiser et faire respecter la coordination ;
- Mettre à jour le PGC ;
- Donner un avis sur le PIC ;
- Contrôler ou faire contrôler les accès de chantier et les dispositifs d'identification des entreprises ;
- Tenir à jour le registre-journal ;
- Veiller aux interfaces avec les éventuels chantiers qui se dérouleront à proximité et aux interfaces avec les activités, services et manifestations implantés à proximité du chantier ;
- Procéder avec les entreprises à la visite d'inspection commune ;
- Tenir à jour le DIUO ;
- Recevoir, valider et diffuser les PPSPS.

Le coordonnateur SPS propose au maître de l'ouvrage la constitution du CISSCT pendant la période de préparation des travaux.

Pour cela le coordonnateur prépare la liste des représentants du Collège comprenant les noms des représentants connus à ce moment-là :

- Président – lui-même
- Maître d'œuvre d'exécution
- Représentants des entreprises titulaires
- Représentants des entreprises sous-traitantes nommément désignés dans les marchés de travaux
- Représentants des institutionnels (DDTEFP, OPPBTP, CRAM)

Les personnes désignées par la suite seront inscrites sur cette liste nominative au fur et à mesure de leur désignation :

- Représentants des entreprises sous-traitantes
- Représentants des salariés des entreprises

Le coordonnateur affiche dans le bureau de chantier accessible à tous, la liste nominative des représentants du Collège.

Le coordonnateur devra prévoir des passages réguliers sur chantier pour contrôler le respect des dispositions prises en matière de sécurité et de protection de la santé. A ce titre, l'intervention du titulaire pendant l'exécution des travaux comporte autant de visites de chantier qu'il est nécessaire pour renseigner le maître d'ouvrage sur le respect, par les entreprises, de ces dispositions, notamment lors des phases particulièrement importantes et critiques de la réalisation.

Le nombre de passage en dehors des jours de réunions de chantier hebdomadaires ou des réunions de maîtrise d'ouvrage mensuelles est laissé à l'appréciation du CSPS. **Cependant, le nombre de passage ne pourra être inférieur à deux passages par mois en dehors des jours de réunions.** Tout passage fera l'objet d'un compte rendu envoyé à l'ensemble des intervenants.

Le coût de ces passages est réputé être compris dans la rémunération du titulaire, qui ne pourra prétendre à une rémunération complémentaire.

Nota : aucune communication de document papier au CSPS n'est prévue lors de cette phase.

5.5 PHASE GARANTIE

En fin de mission, le titulaire remettra au représentant du maître d'ouvrage :

- Le plan général de coordination (PGCSPS) dans les conditions prévues aux articles R. 4532- 51 à - 55 du code du travail ;
- Le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO), dans les conditions prévues aux articles R. 4532-95 à -98 du code du travail, et de l'article 3.8 du CCP ;
- Une copie certifiée conforme par le titulaire du registre-journal. Cette disposition ne fait pas obstacle à ce que le titulaire en conserve l'original pendant une durée de 5 (cinq) années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

5.6 REUNIONS

5.6.1 Réunions en phase préalable

- Réunion de lancement : organisée après la notification du marché de CSPS. L'objet de cette réunion est la présentation de l'opération, du groupement d'ATMO ainsi que la présentation du programme de l'opération.
- Restitution de l'analyse du programme : Réunion durant laquelle le CSPS restitue son analyse du programme au MOA et à son ATMO.
- Commission Technique propositions initiales : Commission technique visant à valider les différentes analyses des propositions initiales réalisées par l'ATMO, le CT et le CSPS
- Auditions des candidats : 3 réunions d'audition (1 par candidat) pour la présentation de leur proposition initiale
- Réunions de dialogue : Participation aux réunions de dialogue avec chacun des 3 candidats sur les thématiques concernées par la mission du CSPS (1 réunion par candidats)
- Commission Technique offres finales : Commission technique visant à valider les différentes analyses des offres finales réalisées par l'ATMO, le CT et le CSPS

5.6.2 Réunions en phase conception

Le bon déroulement de la mission du CSPS est conditionné par sa participation à des réunions périodiques avec les différents intervenants de l'opération. Sont listées ci-après, sans exhaustivité, les principales réunions que le CSPS devra intégrer dans son offre.

➤ Réunion de lancement du MGP

Une réunion de lancement sera organisée par le Maître d'Ouvrage ou son ATMO après la notification du marché global de performance. L'objet de cette réunion est, notamment, la présentation du groupement Titulaire du MGP et l'organisation de la phase de conception :

- Des principaux responsables du Titulaire,
- De l'organisation mise en place et des intervenants sur la phase du projet,
- Du planning du contrat et de la planification des éléments de mission,
- De la méthodologie mise en place notamment en termes de management des risques,
- De son organisation pour la gestion des interfaces techniques et planning,
- Des méthodes et des outils de gestion documentaire.

➤ Réunion d'avancement

En cours d'exécution des études, des séances de travail seront organisées par l'ATMO, en présence du MOA, pour constater la progression des études et valider les propositions du groupement de Maîtrise d'œuvre.

Le Maître d'œuvre fournira des explications formalisées (mémoires et notes justificatives) sur les options architecturales, options et/ou choix techniques et économiques proposées, ainsi que sur les délais et phasages.

Le CSPS assistera à toutes les réunions de ce type pour lesquelles il aura été convoqué préalablement. **A minima, une réunion d'avancement mensuelle est à prévoir.**

➤ Réunions spécifiques

Des réunions pourront également être organisées à l'initiative du groupement de MGP, du Maître d'Ouvrage ou de son ATMO, autant que de besoin, notamment des réunions d'études spécifiques et/ou techniques de mise au point du projet.

Le Titulaire du MGP est chargé de l'organisation de toutes les réunions nécessaires à la coordination et à la cohérence des études avec le contrôleur technique et le coordonnateur SPS.

Toute réunion spécifique devra faire l'objet d'un accord préalable du Maître d'Ouvrage (ordre du jour, participants).

Le CSPS sera tenu d'assister à toutes les réunions de ce type.

5.6.3 Réunions phase réalisation

➤ Réunions de chantier

Sauf dispense du MOA, qui pourra faire l'objet d'une adaptation du marché par un avenant en moins-value, le CSPS participe **à minima, à une réunion de chantier toutes les deux semaines.**

➤ Réunions de maîtrise d'ouvrage

Le Contrôleur technique est tenu de participer aux réunions mensuelles avec la cellule maîtrise d'ouvrage (MOA, ATMO, CSPS, ...)

➤ Réunions de CISSCT

Le CSPS convoquera et animera les réunions du CISSCT de manière trimestrielle.

5.7 OUTIL BIM

De manière générale, l'outil BIM sera mis en œuvre par le Titulaire du MGP pendant toute la durée de l'opération. Le travail sur maquette numérique facilitera la revue de projet, la communication autour du projet, la synthèse, etc...

Aussi, il est demandé au CSPS de s'équiper pour pouvoir suivre les échanges du projet réalisés via l'outil BIM (consultation de maquette numérique, suivi des remarques BFC, consultations des propriétés d'objet,...).

ARTICLE 6 - PRIX

6.1 FORME DU PRIX

Le présent marché de CSPS est un marché forfaitaire dont le prix est révisable annuellement, suivant les modalités fixées à l'article 6.4 ci-dessous.

6.2 MOIS D'ETABLISSEMENT DU MARCHÉ

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois M0, mois de remise de l'offre, fixé dans l'acte d'engagement.

6.3 CHOIX DE L'INDEX DE REFERENCE

L'index de référence l choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index ING Ingénierie (base 2010).

6.4 MODALITES DE REVISION

Le coefficient Cn est donné par la formule :

$C_n = 0,15 + 0,85 \ln / I_0$

Dans laquelle :

- I_0 représente l'index d'ingénierie au mois M0 CSPS - 6 mois,
- I_n représente l'index d'ingénierie au mois n - 6 mois.

Pour les éléments de mission pour lesquels un délai d'exécution est fixé dans l'acte d'engagement, la valeur finale de l'index est appréciée au plus tard à la date contractuelle de réalisation des prestations ou à la date effective de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

En cas de passation d'un avenant, les prix établis par l'avenant sont établis aux conditions économiques en vigueur au mois d'établissement de l'avenant. La clause de révision ci-dessus s'appliquera avec un mois M_0 correspondant au mois de signature de l'avenant par le titulaire du marché.

6.5 CONTENU DES PRIX

En complément de l'article 10 du CCAG-PI, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix dans le cadre de marchés conclus en groupement.

- En cas de cotraitance, les prix du CSPS sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations coordination et contrôle, y compris frais généraux, impôts taxes ou autre, une marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.
- En cas de sous-traitance les prix du marché du CSPS sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire du lot de ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ces défaillances.

Le prix du marché inclut la rémunération forfaitaire du titulaire au titre de la cession des droits de propriété intellectuelle.

6.6 CLAUSE DE REEXAMEN

Le présent marché prévoit une clause de réexamen. Dans l'éventualité où le montant prévisionnel des travaux viendrait à évoluer de plus de 15% à l'issue de la consultation du MGP, le montant de la mission du Titulaire serait recalculé et le marché ferait l'objet d'un avenant. La formule employée serait alors :

$$F1 = F0 * [MW1 - MW0] / MW0$$

Avec :

- F1 = Nouveau forfait de rémunération pour les missions après la partie technique « consultation »
- F0 = Forfait de rémunération initial pour les missions après la partie technique « consultation »
- **MW1 = Nouveau montant des travaux à l'issue de la consultation du MGP**
- MW0 = Montant prévisionnel des travaux figurant à l'article 1.1 du présent CCP

ARTICLE 7 - REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE

7.1 AVANCE

Ce marché ne fera pas l'objet d'une avance.

7.2 MODALITES D'ETABLISSEMENT DES ACOMPTES ET DES DECOMPTES.

Le règlement des sommes dues au titulaire au titre du présent marché fait l'objet d'acomptes dans les conditions suivantes :

Programme et dossier de consultation	100% à l'envoi du DCE aux candidats
Analyse des propositions initiales	100% après la restitution des analyses des propositions initiales par le Titulaire
Dialogue et analyse des offres finales	100% après la commission technique d'analyse des offres finales
APD	100% à la livraison des livrables de la phase
PRO	70% à la livraison du RICT provisoire 30% à la livraison du RICT Définitif
DET	A l'avancement par acompte mensuel
GPA	50 % à la remise du DIUO final 50% à la fin de la phase de GPA.

7.3 MONTANT DE L'ACOMPTE

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes, dont la fréquence est déterminée ci-dessus, calculés selon le CCAG PI.

7.4 SOLDE

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 14 du présent CCP, le titulaire adresse au MOA une demande de paiement du solde conformément au CCAG-PI.

7.5 MODALITE DE REGLEMENT

7.5.1 Opération de facturation

Les demandes de paiement seront établies, après exécution des prestations considérées, portant, outre les mentions légales, les mentions suivantes :

- le nom et l'adresse du créancier,
- le nom de l'opération : REHABILITATION DE LA CITE UNIVERSITAIRE BEAUNE BOURGOGNE
- la date d'établissement de la demande de paiement,
- le numéro de son compte, bancaire ou postal, tel qu'il figure à l'acte d'engagement,
- le numéro de SIRET,
- les références du marché et, le cas échéant, de chaque avenant,
- les prestations effectuées,
- le montant hors T.V.A. des prestations exécutées, éventuellement ajusté ou remis à jour,
- le montant de la révision (HT et TTC)
- le taux et le montant de la T.V.A.
- le numéro individuel d'identification à la TVA
- le montant T.T.C. des prestations exécutées.

Elles seront obligatoirement déposées sur le service dématérialisé CHORUS PRO.

7.5.2 Contrôle des factures

En cas de contestation par le MOA ou de l'ATMO des sommes dont le paiement est présenté dans les factures, le Titulaire donnera tous les éclaircissements utiles.

Le paiement des sommes contestées sera suspendu jusqu'à l'obtention des justifications précitées par le Titulaire.

La persistance d'un différend sur le montant d'une facture ne saurait être invoquée par le prestataire comme motif pour suspendre l'exécution du présent marché.

7.6 DELAIS ET MODE DE PAIEMENT

Le paiement interviendra par virement dans le délai de 30 (trente) jours. Le défaut de paiement dans le délai prévu donne droit au versement d'intérêts moratoires au titulaire.

Le taux applicable est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

ARTICLE 8 - DUREE DE LA MISSION – DELAIS DE RENDU - PENALITES

8.1 DUREE DE LA MISSION

La durée prévisionnelle du marché de CSPS est évaluée à 46 mois dont :

- Phase préalable = 12 mois, comprenant l'analyse du programme, la procédure de dialogue compétitif et la notification du marché
- Phase conception = 10 mois d'études de conception
- Phase réalisation = 12 mois de travaux environ
- Phase de garantie = 12 mois de garantie de parfait achèvement.

Le mois de démarrage envisagé des prestations est : **Mars 2026**

8.2 ETABLISSEMENT DES DOCUMENTS D'ETUDES

Les livrables sont à fournir dans les délais définis ci-après. Les rapports d'examen sont à fournir dans les délais définis ci-après.

PRESTATIONS	Nb de jours calendaires	CONDITIONS DES DELAIS
Ouverture du RJ	14 jours	OS de notification
Analyse du programme et cadre de rendu	14 jours	A compter de la réception par le Contrôleur technique du programme à analyser
Elaboration du PGCSPS	14 jours	A compter de la réception du programme de l'opération
Avis sur dossier de consultation	7 jours	A compter de la réception par le Contrôleur technique du DCE à analyser
Analyse des propositions initiales des candidats	14 jours	A compter de la réception par le Contrôleur technique des offres à analyser
Analyse des offres finales des candidats	14 jours	A compter de la réception par le Contrôleur technique des offres à analyser
Rapports par phase APD, PRO	14 jours	A compter de la réception des dossiers d'étude
Mise à jour du PGCSPS en cours d'opération, selon besoin	7 jours	A compter de la réception des dossiers d'études
DIUO conception et travaux	14 jours	A compter de la réception des dossiers d'études
Avis sur PPSPS	7 jours	A compter de la réception des PPSPS
Déclaration préalable	10 jours	Réception du dossier PRO
DIUO Définitif	30 jours	Réception des ouvrages

8.3 PENALITES

Les pénalités s'entendent en € HT. **Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, les pénalités sont appliquées du simple fait de la constatation du retard par la MOA, sans mise en demeure préalable.**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, la pénalité pour retard dans la livraison des livrables et avis listés à l'article 7.2 du présent CCP est fixé à **50 €/jour**

Pénalité pour absence à une réunion de chantier pour laquelle le titulaire aura été dûment convoqué : **100€/absence.**

Pénalité pour absence à une réunion de la phase études pour laquelle le titulaire aura été dûment convoqué : **100€/absence.**

Pénalité journalière pour retard dans la livraison du DIUO définitif : **200 €/jour.**

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder **20%** du montant total hors taxes du marché

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAP PI, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 1 000 €.

ARTICLE 9 - CONFIDENTIALITE DES RESULTATS – PROPRIETE INTELLECTUELLE

9.1 CONFIDENTIALITE

Les dispositions suivantes annulent et remplacent les dispositions des articles 32, 33, 34 et 35 du CCAG-PI.

Toute information, quel qu'en soit le support, communiquée par l'une des parties à l'autre, à l'occasion du marché, ou à laquelle les parties pourraient avoir accès à l'occasion de ce marché, est soumise à une obligation de confidentialité. Les parties prennent toutes mesures particulières à la protection des documents et des supports de ces informations, quelle qu'en soit la nature ou la forme.

Chacune des parties s'interdit, notamment, toute communication écrite ou verbale ou toute remise de documents à des tiers sans autorisation écrite et préalable de l'autre partie. Les parties adoptent toute mesure propre à faire respecter les stipulations du présent article par leurs préposés et toute personne physique ou morale appelée par l'une ou l'autre à participer à l'exécution du marché, ainsi que par les tiers.

Les obligations résultant du présent article ne s'appliquent pas si le destinataire de l'information apporte la preuve que cette information, au moment de sa communication, est déjà en sa possession ou accessible au public. Elles cessent si le destinataire apporte la preuve que depuis sa communication cette information a été reçue par lui, d'un tiers, licitement et sans faire l'objet d'une obligation de discrétion ou de confidentialité ou est devenue accessible au public autrement que par violation des stipulations du présent article.

Les parties s'engagent à respecter leurs obligations résultant du présent article pendant toute la durée du marché et jusqu'à l'expiration d'un délai de 5 ans à compter de la date de prise d'effet de la dernière des dates ci-après :

- Dernières des réceptions prononcées en vue du marché,
- Résiliation du marché.

Chacune des parties assume la responsabilité de la violation de l'obligation de confidentialité que cette violation soit de son propre fait ou de l'un de leurs préposés ou de toute personne physique ou morale appelée par l'une ou l'autre des parties à participer à l'exécution du marché.

En cas de violation de l'obligation de confidentialité, la Maîtrise d'Ouvrage se réserve le droit, aux dépens du titulaire de résilier le présent marché dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG-PI.

Ne sont pas considérées comme confidentielles, pour la partie considérée, les informations dont elle est propriétaire, copropriétaire ou sur laquelle elle bénéficie d'un droit d'usage.

9.2 PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le présent article annule et remplace les dispositions de l'article 35 du CCAG-PI.

De convention expresse entre les parties, la Maîtrise d'Ouvrage est propriétaire des créations réalisées en exécution du présent contrat et décrites au cahier des charges.

La Maîtrise d'Ouvrage détient tous les droits accordés aux auteurs par le code de la propriété intellectuelle.

A ce titre, le titulaire cède, à titre exclusif, à la Maîtrise d'Ouvrage, l'ensemble des droits de propriété intellectuelle sur les créations réalisées dans le cadre du présent contrat.

Les droits cédés comprennent l'application de l'article L. 131-3 du code de la propriété intellectuelle :

- pour le droit de reproduction : le droit de reproduire, sans limitation de nombre, tout ou partie des créations, sur tout support, connu ou inconnu, actuel ou futur, notamment support papier, optique, numérique, magnétique, ou tout autre support informatique ou électronique et de télécommunications ;
- pour le droit d'adaptation : le droit d'adapter, de faire évoluer, de réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements des créations de les maintenir, mixer, modifier, assembler, transcrire, arranger, numériser, amputer, condenser, migrer et étendre ;
- pour le droit de représentation : le droit de représenter, de diffuser, ou de faire diffuser les créations par tous moyens et/ou supports électronique, numériques, informatiques, de télécommunications connus ou inconnus à ce jour, et ce auprès du grand public ;
- pour le droit de distribution : la mise sur le marché à titre onéreux ou gratuit, y compris pour la location ou la vente des créations, en tout ou partie, par tout procédé et sur tout support connu ou inconnu à ce jour, et ce, pour tout public et sans limitation ;

- pour le droit d'usage : le droit de faire usage et d'exploiter à titre personnel ou au bénéfice de tiers, à titre onéreux ou gratuit, aux fins d'effectuer toute forme de traitement, à quelque titre que ce soit ;
- pour le droit d'exploitation : le droit de rétrocéder à des tiers, en tout ou partie, sous quelque forme que ce soit, notamment par une cession, une licence ou tout autre type de contrat, tout ou partie des droits cédés, à titre temporaire ou définitif ;
- pour le droit de destination : le droit de définir l'usage et le prêt sous toute forme.

Pour l'ensemble des droits susvisés, les vecteurs de communication et supports visés sont notamment la diffusion directe ou indirecte par tout moyen électronique, de télécommunications, satellitaire ou par câble, sous forme télévisuelle par voie hertzienne, terrestre, ou spatiale, analogique ou numérique, sous toute forme

La présente cession des droits est réalisée au fur et à mesure de la réalisation des créations dans le présent contrat.

Les droits énumérés sont cédés irrévocablement au Crous de Bourgogne Franche-Comté pour toute la durée de protection des droits de propriété intellectuelle tels que prévus par le code de la propriété intellectuelle et pour le monde entier.

Le prix de la présente cession est compris dans le prix défini au présent contrat.

A la suite de la cession, le pouvoir adjudicateur pourra affecter toutes formules de propriété, telles que notamment « copyright CROUS BFC » suivi de l'année ou « propriété exclusive du CROUS. ».

Au titre de la présente cession, le titulaire ne détiendra plus aucun droit sur les créations.

ARTICLE 10 - ASSURANCES

10.1 ASSURANCES DE RESPONSABILITE

10.1.1 Responsabilité civile professionnelle

Le titulaire unique du contrat ou chacun des co-traitants en cas de groupement doit justifier au moyen d'une attestation de son assureur portant mention de l'étendue de la garantie au moment de la consultation, puis en cours d'exécution des prestations si le contrat dure plus d'une année, qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber à quelque titre que ce soit, y compris du fait de leurs sous-traitants respectifs, à raison des dommages corporels, matériels et/ ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers, y compris la maîtrise d'ouvrage du fait ou à l'occasion de la réalisation des prestations objet du présent marché.

Le contrat devra comporter des montants de garanties quant au risque et à son environnement en rapport avec la nature et le montant de l'opération.

Cette garantie sera maintenue en vigueur pendant toute la durée d'exécution du contrat et le titulaire unique du contrat ou chacun des cotraitants devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement de la prime.

10.1.2 Responsabilité civile décennale

En cas de travaux portant sur des ouvrages de construction soumis à l'obligation d'assurance, le titulaire unique du contrat ou chacun des cotraitants en cas de groupement doit justifier, au moyen d'une attestation de son assureur, l'assurance couvrant la responsabilité décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 du Code civil.

Cette attestation devra obligatoirement indiquer l'étendue des garanties apportées par sinistre.

Cette assurance devra être en cours de validité à la date d'ouverture du chantier quelle que soit la date d'intervention du CSPS.

Le titulaire et ses cotraitants éventuels font leur affaire de la collecte des attestations d'assurance de leurs sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Le titulaire et ses cotraitants éventuels seront tenus également de s'assurer pour la garantie de bon fonctionnement édictée par l'article 1792-3 du code civil ainsi que pour la garantie des dommages immatériels.

10.2 ASSURANCES DE TRAVAUX

Le maître d'ouvrage a prévu de souscrire une police dommage ouvrage et tous risques chantier.

Si le maître d'ouvrage souscrit une police dommages-ouvrage, le titulaire unique du contrat et s'il y a lieu ses cotraitants en cas de groupement lui fourniront les éléments nécessaires pour remplir la proposition d'assurance.

Le paiement de la prime d'assurance sera fait directement par le maître d'ouvrage, sans aucune retenue au titulaire.

10.3 DISPOSITIONS DIVERSES

10.3.1 Absence ou insuffisance de garantie du titulaire

Le titulaire supportera toute surprime éventuelle due à une absence ou insuffisance de garantie.

10.3.2 Incidence des polices souscrites par le maître d'ouvrage

La souscription par le maître d'ouvrage de l'ensemble des polices mentionnées ci-dessus est sans incidence sur les risques et responsabilités assumés par le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants et découlant des lois, règlements, normes et obligations contractuelles.

Les garanties souscrites par le maître d'ouvrage n'apportent à cet égard aucune modification et le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants renonce(nt) à exercer tous recours contre le maître d'ouvrage eu égard notamment au contenu et au fonctionnement de cette (ces) police(s).

Ainsi en ce qui concerne les risques qui n'entreraient pas dans les garanties limitativement énumérées ci-avant, l'attention du titulaire et s'il y a lieu de ses cotraitants est attirée sur la nécessité de maintenir les divers contrats d'assurance s'y rapportant, ainsi que les montants de garanties supérieurs qu'ils pourraient considérer comme nécessaires.

Ils s'engagent en outre à répercuter l'ensemble de leurs obligations d'assurance à leurs sous-traitants.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire, et dans le cas d'un groupement, chaque membre du groupement, devra apporter la preuve qu'il bénéficie d'une couverture d'assurance de responsabilité civile couvrant les dommages matériels, corporels et immatériels consécutifs et non consécutifs causés aux tiers pendant et après l'exécution des prestations.

Le titulaire devra fournir, avant notification du marché, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire, si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le maître d'ouvrage, pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

ARTICLE 11 - ARRET DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, la Maîtrise d'Ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques décrites au présent CCP (préalable, conception, réalisation et GPA).

Par dérogation à l'article 22 du CCAG P-I, cet arrêt d'exécution n'entraînera pas nécessairement la résiliation du marché.

ARTICLE 12 - RESILITATION DU MARCHE

12.1 RESILIATION DU MARCHE DU FAIT DU MAÎTRE D'OUVRAGE

Pour la fixation de la somme figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu est fixé à 2 % sauf en cas de circonstances non prévisibles comme le refus du permis de construire.

En cas d'arrêt de l'opération pour des raisons économiques, le marché sera résilié de manière unilatérale et aucune indemnité ne sera prévue.

12.2 RESILIATION DU MARCHE AUX TORTS DU TITULAIRE

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 27 et 39 du CCAG PI avec les précisions suivantes :

- le maître d'ouvrage pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 27 du CCAG PI. La décision de résiliation le mentionnera expressément. Dans ce cas, et par dérogation à l'article 41.5 du CCAG PI, la notification du décompte de résiliation par le maître d'ouvrage au titulaire doit être faite au plus tard deux mois après le règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations.
- le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

Par dérogation et en complément des articles 39 et 41.3 du CCAG PI, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire est rémunérée avec un abattement de 10 %.

En complément des cas prévus à l'article 39 du CCAG-PI, le marché pourra aussi être résilié aux torts du titulaire dans les cas suivants :

- Non-respect des obligations résultant du présent marché, notamment des prestations précisées au CCAP, constaté par une mise en demeure établie par le maître d'ouvrage,
- Non-respect répété des obligations minima de présence,
- Non-justification d'une assurance au sens de l'article L.241-1 du Code des assurances,
- Inexactitude des renseignements mentionnés aux articles R2143-3 et R2143-4 du code de la commande publique ;
- Non remise tous les 6 mois suivant la notification du marché, des documents indiqués à l'article D.8222-5 du Code du travail.

12.3 CAS PARTICULIERS

Dans l'hypothèse où le CSPS disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le maître d'ouvrage de l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal ainsi que tous les documents administratifs relatifs à la nouvelle structure.

A défaut, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché aux frais et risques du déclarant.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

En cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire, les prestations dues sont réglées sans abattement.

En dehors des cas de résiliation du marché, aux torts du titulaire, énumérés ci-dessus, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par le maître d'ouvrage est alors rémunérée avec un abattement de 10 %.

ARTICLE 13 - LITIGES

Les litiges qui pourraient naître entre les parties à l'occasion du présent marché, et qui n'auraient pas pu être réglés selon les modalités définies à l'article 43 du CCAG-PI, seront portés devant le Tribunal administratif de Dijon.

ARTICLE 14 - ACHEVEMENT DE LA MISSION

L'achèvement de la mission du titulaire fait l'objet d'une décision établie sur sa demande par le maître d'ouvrage dans les conditions de l'article 29 du CCAG-PI et constatant qu'il a rempli toutes ses obligations.

Cette décision ne pourra être établie qu'après :

- Remise au maître d'ouvrage du plan général de coordination (PGCSPS) dans les conditions prévues aux articles R. 4532-51 à -55 du code du travail ;
- Remise du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) au maître d'ouvrage, dans les conditions prévues aux articles R. 4532-95 à -98 du code du travail, et de l'article 3.8 du CCP ;
- Remise d'une copie certifiée conforme par le titulaire du registre-journal au maître d'ouvrage. Cette disposition ne fait pas obstacle à ce que le titulaire en conserve l'original pendant une durée de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage ;
- Levée de la dernière réserve.
- L'expiration du/des délai(s) de "Garantie de Parfait Achèvement" (G.P.A.) ;

En dérogation à l'article 29, aucune réception tacite n'est possible.

La non remise de ces documents dans le délai d'un mois à compter de la dernière réception des travaux, fait courir les pénalités prévues à l'article 8.3 du présent CCP.

ARTICLE 15 - DEROGATIONS AU CCAG-PI

- L'article 2.2 déroge à l'article 3.4.3 du CCAG-PI
- L'article 3.1 déroge à l'article 4.1 du CCAG-PI
- L'article 8.3 déroge à l'article 14.1 du CCAG-PI
- L'article 9.1 déroge aux articles 32, 33, 34 et 35 du CCAG-PI
- L'article 9.2 déroge à l'article 35 du CCAG-PI
- L'article 11 déroge à l'article 22 du CCAG-PI
- L'article 12.2 déroge aux articles 39 et 41.3 du CCAG-PI
- L'article 14 déroge à l'article 29 du CCAG-PI